

Le **nouvel** Economiste

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
**LES PLAFONDS DE VOTRE CARTE
S'ADAPTENT À VOS PROJETS.**
RDV à la dernière page
BNP PARIBAS La banque
d'un monde
qui change

41^E ANNÉE - N°1875

JOURNAL D'ANALYSE & D'OPINION PARRAISANT LE VENDREDI

VENDREDI 7 JUILLET 2017 - 5€

TRUMP POWER

L'argent ne fait
pas l'électeur p. 6

ÇA C'EST L'AFRIQUE

La France doit-elle
quitter l'Afrique? p. 6

LA CHINE S'EST ÉVEILLÉE

Hong Kong:
l'autonomie prospère p. 8

ÉPHÉMÉRIDE

6 juillet 1535:
l'exécution du
premier utopiste p. 8

MÉCOMPTES PUBLICS

Il faudra de nouveau reculer
l'âge de départ en retraite p. 10

LA MAIN INVISIBLE DU MARCHÉ

L'épargnant moyen n'a pas accès à la
partie non cotée de l'économie p. 10

A VOIX HAUTE

*Ardavan
Amir-Aslani*

Avocat essayiste



“Derrière la crise
du Qatar, le choc
de civilisation entre
l'Arabie saoudite
et l'Iran” p. 12

DÉJEUNER AVEC

*John
McEnroe*

Ex-tennisman



“Touchons du bois,
les gens me traitent
super bien” p. 12

ANNONCES LEGALES

P. 4 du cahier Grand Paris
Tél. 01 75 444 117
www.lenouveleconomiste.fr
annonceslegales@nouveleconomiste.fr

L 12925 - 1875 - F: 5,00 €



Inde

Le rendez-vous manqué

Fiscalité, marché du travail, foncier, les grandes
réformes devront attendre

THE ECONOMIST

Une taxe qui contraint les commerçants à envoyer un millier de déclarations à l'administration fiscale chaque année n'est considérée comme une amélioration que dans de rares pays. L'Inde pourrait en faire partie. Une taxe sur les biens et les services (GST) devrait être appliquée dès le 1^{er} juillet en Inde. Elle remplacera un millefeuille de taxes et d'impôts locaux et nationaux, de sorte que même le fait de devoir remplir 37 déclarations par an pour chacun des 29 États indiens dans lequel les commerçants opèrent ressemblera par comparaison à un soulagement.

En remplaçant les droits de douane intérieurs, la nouvelle taxe devrait débarrasser l'Inde des points de passage et des frontières internes où les poids lourds qui transportent de la marchandise attendent systématiquement

durant des heures. Cependant, réduire les procédures administratives peut en fait engendrer plus de complications. La plupart des pays appliquant une TVA se décident à appliquer un taux unique pour beaucoup de biens et de services. L'Inde a choisi d'en avoir six, allant de 0 % à 28 %. Par exemple, les décrets officiels ont décidé que le shampoing, le papier peint et l'eau pétillante sont des articles de luxe qui doivent être taxés à 28 %. Le mascara, la sauce au curry et l'eau plate seront taxés à 18 %. Les restaurants devront payer 12 %, sauf s'ils sont petits (5 %) ou climatisés (18 %). L'espoir que des réformes pourraient donner un nouveau souffle à l'économie indienne imprégnait l'air depuis l'arrivée de Narendra Modi au poste de Premier ministre en mai 2014.

(...)

Suite page 2

Le cogito du quinquennat

Un business plan revu à la baisse



Le gouvernement privilégie la méthode douce
en étalant dans le temps ses objectifs. p. 4

DOSSIERS

BANQUE

La mobilité bancaire prend son envol p. 16

MARKETING DIGITAL

Concevoir un site mobile de marque p. 22

RECRUTEMENT

Choisir son cabinet de recrutement p. 18

ATTRACTIVITÉ RÉGIONALE

Investissements étrangers en région p. 24

SE3M
Acteur de l'économie verte

Multitechnique
Multiservice
Facility Management

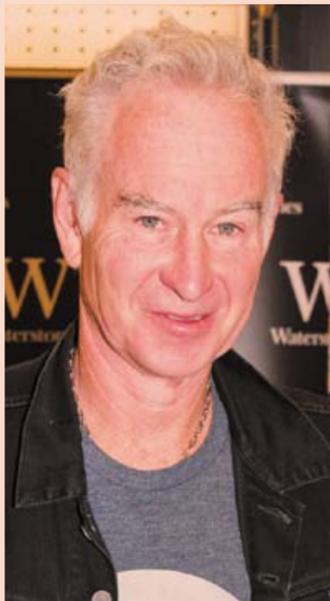
SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE ET MULTISERVICE

www.se3m.fr

DÉJEUNER AVEC

John
McEnroe

Ex-tennisman



“Touchons du bois, les gens me traitent super bien”

Le champion de tennis triomphe à nouveau, autour d'un déjeuner mexicain épicé à Manhattan

GARY SILVERMAN, FT

En regardant John McEnroe manger au restaurant Rosa Mexicano, j'ai commencé à comprendre ce qu'a éprouvé Bjorn Borg. J'avais fait tout ce qui était en mon pouvoir pour me maintenir au niveau du type de l'autre côté de la table. Je suis arrivé en avance. J'ai sécurisé la possession de ma chaise. Je l'ai même salué quand il est entré. Rien n'y a fait, je me suis retrouvé face à un McEnroe qui dévorait son entrée avant même d'avoir la possibilité de passer commande pour moi. J'ai été battu à un sport que je suis supposé maîtriser : le déjeuner journalistique.

C'était un quiproquo, très certainement, un moment de série TV de l'heure du déjeuner qui aurait pu faire un vrai épisode de la série 'Seinfeld'. McEnroe était si résolu en exprimant ses souhaits culinaires, et la serveuse, tout comme moi, si fascinée par sa présence, que personne à la table n'a remarqué que je n'avais rien commandé pour moi-même jusqu'au moment où c'était trop tard, et l'ancien numéro un du tennis mondial a été le seul à se faire servir un vrai déjeuner.

Il est bien le McEnroe dont je me

(Suite page 14)

A VOIX HAUTE

Ardavan Amir-Aslani

Avocat essayiste



“Derrière la crise du Qatar, le choc de civilisation entre l'Arabie saoudite et l'Iran”

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE PLASSART

En mettant à l'index le Qatar, l'Arabie saoudite tente une manœuvre de diversion pour sauver son régime des accusations de soutien au terrorisme. Telle est l'interprétation que donne Ardavan Amir-Aslani, avocat spécialisé dans le Moyen-Orient, de l'événement. Une “manœuvre hasardeuse” qui se retourne contre son initiateur, le

Il y a trois raisons à la mise à l'index du Qatar par les Saoudiens. Premièrement, ils n'ont jamais admis que le Qatar utilise sa fortune issue de l'exploitation du premier gisement de gaz au monde qu'il détient pour mener une politique indépendante de l'Arabie saoudite, notamment sur le plan international et au Moyen-Orient. Les Saoudiens considèrent aussi que les Qataris, avec leur poids indépendant, ont réussi à affranchir de l'autorité saoudienne les autres monarchies du golfe Persique, ce qu'ils n'apprécient guère. La deuxième raison tient à la concurrence entre les dirigeants, d'un côté la famille Saoud et de l'autre la famille Al Thani, concernant la domination des villes saintes de La Mecque et de Médine. Les deux sont des familles wahhabites appartenant à la version la plus réductrice de l'islam. Elles se considèrent l'une et l'autre légitimes pour diriger ces deux villes. La troisième raison est que les Saoudiens digèrent mal les relations qu'entretient le Qatar

prince héritier Mohammed ben Salmane, puisque l'embargo a pour effet de jeter le Qatar dans les bras de l'ennemi ancestral de l'Arabie, l'Iran. “La rivalité qui compte est celle qui oppose l'Arabie saoudite et l'Iran, le Qatar n'étant que le bouc émissaire de ce conflit”, analyse l'expert qui insiste, dans une région qui dispose de la moitié des réserves prouvées de pétrole, sur la dimension religieuse du conflit. Celle-ci oppose le wahhabisme,

avec l'Iran. Le Qatar n'a guère le choix puisqu'il partage avec l'Iran à 50/50 le gisement de gaz, ce qui exclut de sa part toute attitude de rupture avec ses voisins. Enfin quatrième raison, les Saoudiens, à la veille de la communication du rapport Cameron, risquaient de se voir pointer du doigt par la communauté internationale en tant que principale source de financement du terrorisme islamiste. S'il est vrai que l'État saoudien en tant que tel n'apporte pas son soutien au terrorisme, il n'en demeure pas moins que la totalité des fonds qui viennent nourrir les mouvements terroristes sont issus de son territoire. Ryad affirme que ce n'est pas l'État mais la société civile, comme si la société civile existait dans un pays qui n'a connu aucune élection libre. Les Saoudiens font du Qatar le bouc émissaire du financement du terroriste. Mais c'est l'hôpital qui se moque de la charité. Les Saoudiens ont mis le pays sous embargo puisque la frontière entre le Qatar et l'Arabie saoudite, principale voie d'ache-

minement des biens et services, biens alimentaires et équipements, est fermée. Mais conséquence incroyable de cette fermeture : le Qatar se jette dans les bras de l'Iran, pays perse et chiite, ce dernier récupérant à travers le Qatar le mouvement sunnite des Frères musulmans qui est basé au Qatar. Résultat : l'Iran dispose ainsi d'un pied ferme dans le monde arabe. La manœuvre saoudienne à l'encontre du Qatar est pour le moins hasardeuse. Elle a eu pour effet de scinder le Conseil de coopération du Golfe entre ceux qui sont pour la rupture et ceux qui sont contre. C'est la fin de l'espoir de l'unification de la région. Elle a jeté le Qatar dans les bras des Iraniens, qui ont couru pour contourner le blocus saoudien par l'envoi de cargos sous le pavillon iranien. Depuis l'arrivée au pouvoir de ce prince héritier Mohammed ben Salmane, aujourd'hui promu au rang d'unique prince héritier, l'Arabie saoudite mène des opérations aventureuses. Le pays a engagé depuis trois ans une guerre au Yemen



La pérennité du régime Saoud est vraiment menacée. La tentative de diversion avec l'opération contre le Qatar a pour but de gagner un peu de temps mais l'issue est inéluctable”

pour arracher la capitale Sanaa des mains des Houthis, qui représentent la moitié de la population yéménite chiite, et les Saoudiens restent encore trois ans après à quelques milliers de kilomètres de la ville... au prix de la mort de 35 000 civils, du retour du choléra et d'une crise humanitaire sans précédent.

La rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran

La rivalité qui compte est moins celle qui confronte le Qatar et l'Arabie saoudite que celle qui oppose l'Arabie saoudite à l'Iran, le Qatar n'étant que le bouc émissaire de ce conflit. C'est un enjeu de domination entre d'un côté l'Arabie, qui souhaite la mainmise sur l'ensemble des pays arabes et imposer sa vision rétrograde de l'islam, et de l'autre l'Iran et sa vision chiite plus modérée, qui connaît une hiérarchie cléricale et qui accorde une place à la femme, que ne reconnaît pas le wahhabisme. La confrontation oppose la Perse indo-européenne et le wahhabisme salafiste. La rivalité a plusieurs dimensions. Ce sont deux écoles de pensée différentes. La religion n'étant que la conséquence du conflit géostratégique. L'Iran, seul pays au monde qui exerce sa souveraineté depuis plus de trois mille ans, considère que le Moyen-Orient est sa chasse gardée. Et les Saoudiens pensent la même chose en considérant que c'est à eux, du fait de la présence des villes saintes, que revient la direction du monde musulman. Ces velléités de part et d'autre nourrissent la confrontation de ces deux islams dans un jeu d'influence régional. Les Iraniens ont par ailleurs besoin de s'assurer un accès à la Méditerranée via la Syrie et le Hezbollah libanais, ce que les Saoudiens s'efforcent de contrecarrer en venant en soutien des mouvements islamistes. La rivalité entre les Perses et les Arabes a des racines historiques. Les Iraniens ne se sont jamais pardonnés la conquête de leur pays par les Arabes il y a quatorze siècles. D'ailleurs, les Arabes ne sont jamais parvenus à effacer la langue persane et l'iranité. Les Iraniens, indo-européens, se sont même dotés d'une nouvelle religion au XVI^e siècle, le chiisme, pour des considérations d'identité et pour se distinguer des Ottomans. C'est ainsi que le chiisme est devenu une excoissance de l'iranité. Mais pour les Saoud, le chiisme est considéré comme une hérésie, et dans l'échelle de la haine, l'Iranien figure en tête. Le wahhabisme, parmi l'islam sunnite, est l'école la plus rétrograde : il ne connaît comme source du droit que ce qui est inscrit dans le Coran. Le salafisme est figé au niveau de l'islam vécu il y a quatorze

siècles. Par comparaison, le chiisme est une religion moderne qui se remet en question et qui progresse avec le temps en sachant s'adapter. Or aujourd'hui, les Saoudiens ont l'impression que le croissant chiite est devenu la pleine lune chiite. Ils se sentent entourés par l'Iran et ses alliés : l'Irak, la Syrie, le Liban, le Yémen. Le conflit entre l'Arabie saoudite et l'Iran ne concerne pas une région dans laquelle se trouvent la moitié des réserves prouvées de pétrole du monde, elle concerne aussi la direction que va prendre l'islam à l'échelle internationale. Soit c'est la version wahhabite qui prend le dessus, et l'on s'inscrit dans le gel du progrès, soit c'est la version iranienne qui s'adapte à la modernité qui gagne. Ce qui se joue, c'est de savoir si l'islam peut faire son Vatican II ou pas. Pourtant, entre l'Iran et l'Arabie saoudite, le choix est évident. D'un côté, un peuple de 82 millions d'habitants dont 70 % ont moins de quarante ans, tous éduqués, un pays qui figure parmi les dix premiers pays pour les publications scientifiques, qui a vu certaines de ses intellectuelles féminines honorées par des prix internationaux, et de l'autre un pays de 15 millions de nationaux, à 90 % composés de fonctionnaires, avec un niveau d'éducation au niveau des écoles coraniques... On ne peut pas comparer une civilisation qu'est l'Iran avec un pays rétrograde et arriéré comme l'Arabie saoudite.

L'avenir condamné du régime saoudien

La position saoudienne est beaucoup plus fragile que l'iranienne. Les cours du pétrole ne cessent pas de baisser, or l'Arabie saoudite ne peut compter que sur les recettes pétrolières pour subvenir à ses besoins, pour maintenir la paix domestique via la distribution de subventions aux uns et aux autres et entretenir son influence à l'extérieur via le soutien des mouvements salafistes (madrasa, groupuscules, etc.). Or la raréfaction des ressources va confronter le régime à un problème majeur de pérennité. Le FMI a déjà tiré la sonnette d'alarme il y a quelque temps en soulignant que le pays, à ce rythme de dépenses, allait se retrouver très vite exsangue en 2020. Or les perspectives d'un redressement des cours du brut ne sont pas envisageables compte tenu de l'abondance de la matière première. C'est pour cette raison que les Saoudiens essaient de mettre sur le marché international 5 % du capital d'Aramco, pour lesquels ils peuvent escompter un maximum de 2 milliards de dollars. Aujourd'hui, la dynastie Saoud est menacée par quatre dangers majeurs : d'abord

et avant tout la baisse des cours du pétrole déjà mentionnée ; ensuite la propulsion sur la scène politique du prince héritier Salmane. N'ayant pas fait de grandes études et ne parlant pas anglais, toutes ses initiatives – l'embargo du Qatar, la guerre au Yémen – se révèlent hasardeuses et semblent semer la zizanie au sein de la famille royale. Troisième raison, la guerre du Yémen qui est en train de “traire” le budget saoudien au-delà du raisonnable ; enfin quatrième raison, la perception internationale qui associe l'Arabie saoudite au terrorisme. Il est très significatif qu'aux États-Unis, le veto d'Obama empêchant les victimes du 11 septembre de poursuivre la famille saoudienne et l'État saoudien ait été récemment levé. Cette conjonction de dangers fait que l'on peut dire, je crois, que la pérennité du régime Saoud est vraiment menacée. La tentative de diversion avec l'opération contre le Qatar a pour but de gagner un peu de temps, mais l'issue est inéluctable. Selon moi, le régime ne pourra pas vivre dans sa forme actuelle plus de dix ans encore. Le régime dispose de moins en moins de réserves financières : elles sont passées de 750 milliards de dollars à moins de 500 milliards en quelques années. Les Saoudiens ne pourront jamais honorer les récents contrats passés avec les États-Unis qui portent sur des montants totalement inaccessibles : 120 milliards de contrats d'armements, 260 milliards de contrats d'infrastructures. L'argent ne sera pas au rendez-vous.

Le besoin d'ouverture de l'Iran

Le gouvernement iranien a besoin d'offrir des perspectives à sa population qui a fait l'objet d'un ostracisme international pendant plusieurs décennies. L'Iran essaie donc de s'ouvrir en attirant les investisseurs étrangers, ce que les Saoudiens essaient d'empêcher en alliance avec le gouvernement américain. Les Iraniens ont un besoin impératif de s'ouvrir pour assurer la pérennité du pouvoir. L'Iran est le dernier pays émergent non encore émergé. L'ouverture piétine à cause de l'attitude des Américains. L'accord sur le nucléaire n'a pas en effet levé les sanctions internationales américaines qui sont les plus importantes. Aujourd'hui, aucune banque internationale n'est disposée à transférer des fonds vers l'Iran par crainte des représailles américaines. Sanctions totalement disproportionnées par rapport à l'infraction éventuellement commise. Qu'on se souvienne de l'amende de plus de 9 milliards de dollars infligée à la BNP. Deux ans après l'accord nucléaire avec l'Iran intervenu le 2 juillet 2015, le contrat Total est le premier contrat majeur signé avec

l'Iran en vue de l'exploration et de l'exploitation gazière et pétrolière. Jusqu'ici, il n'y avait pas d'engouement pour le secteur énergétique iranien. Même si un certain nombre de sociétés internationales tournaient autour de l'Iran, aucune n'a pris de décision ferme de signer et surtout pour une somme de cette envergure – 4,8 milliards d'euros. Total a fait incontestablement un acte de courage en décidant cet investissement et a pris la mesure de ses risques, tant il est vrai que l'administration Trump ne cesse pas de laisser planer l'éventualité de revenir sur l'accord nucléaire et d'imposer à nouveau des sanctions. Il est certain que Total va ouvrir la voie à d'autres sociétés qui, rassurées par l'adhésion du groupe énergétique, vont vouloir s'impliquer en Iran. Il faut noter que Total a pris sa décision en étant accompagné à hauteur de 30 % par les Chinois pour se garantir davantage contre les sanctions de Trump.

La lutte contre Daech

Daech est un mouvement international de tous les frustrés de la terre, d'environ 50 000 individus. Aujourd'hui, ses jours sont comptés. Il a perdu Mossoul et il va perdre Raqqa. Mais Daech n'est pas qu'une organisation militaire, c'est aussi une idéologie. Pour en venir à bout, il faut s'attaquer à ceux qui fournissent l'ossature idéologique de Daech et son financement, c'est-à-dire les Saoudiens. Il faut que la communauté internationale mette la pression sur les Saoud pour qu'ils cessent leur soutien financier. De même doivent-ils cesser de propager la propagande salafiste, via notamment la chaîne Arabia. La dernière visite de Donald Trump a été un moment d'anthologie. On l'a vu à côté du roi d'Arabie saoudite, qui n'est pas vraiment un démocrate, le jour même où les Iraniens votaient... Et même si les États-Unis semblent avoir fait le choix saoudien pour des raisons mercantiles, ces contrats ne verront pas le jour avec des signataires qui ne seront sans doute pas là demain.

Bio express Observateur privilégié du Moyen-Orient

Ardavan Amir-Aslani, docteur en droit, est avocat au barreau de Paris et conseil de plusieurs États et groupes internationaux. Observateur privilégié du Moyen-Orient, il est l'auteur de 'Arabie saoudite - De l'influence à la décadence' (Éditions L'Archipel).